

ACCORD
ENTRE
L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE
ET
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE
CONCERNANT
L'ENCOURAGEMENT ET LA PROTECTION RECIPROQUES DES INVESTISSEMENTS

**ACCORD
ENTRE
L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE
ET
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE
CONCERNANT
L'ENCOURAGEMENT ET LA PROTECTION RECIPROQUES DES INVESTISSEMENTS**

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE BELGIQUE,
agissant tant en son nom qu'au nom
du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'accords existants,
le Gouvernement wallon,
le Gouvernement flamand,
et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
d'une part,

et

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE,
d'autre part,

(ci-après dénommés les "Parties contractantes"),

DÉSIREUX de renforcer leur coopération économique en créant des conditions favorables à la réalisation d'investissements par des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante ;

CONSCIENTS de ce que l'encouragement, la promotion et la protection réciproques d'investissements de ce type auront pour effet de stimuler les initiatives commerciales des investisseurs et d'accroître la prospérité des deux Parties contractantes ;

DÉSIREUX d'intensifier la coopération entre les deux Parties contractantes sur la base de l'égalité et du bénéfice mutuel ;

SONT CONVENUS de ce qui suit :

Article 1

Définitions

Aux fins du présent Accord,

1. Le terme “investisseurs” désigne :
 - a) en ce qui concerne le Royaume de Belgique ou le Grand-Duché de Luxembourg,
 - i) les “nationaux”, c'est-à-dire toute personne physique qui, selon la législation du Royaume de Belgique ou du Grand-Duché de Luxembourg est considérée comme citoyen du Royaume de Belgique ou du Grand-Duché de Luxembourg ;
 - ii) les “sociétés”, c'est-à-dire toute personne morale constituée conformément à la législation du Royaume de Belgique ou du Grand-Duché de Luxembourg et ayant son siège social sur le territoire du Royaume de Belgique ou du Grand-Duché de Luxembourg ;
 - b) en ce qui concerne la République Populaire de Chine,
 - i) les personnes physiques ayant la nationalité de la République Populaire de Chine conformément aux lois de la République Populaire de Chine ;
 - ii) les entités juridiques, notamment les sociétés, associations, partenariats et autres organisations, constituées en vertu des lois et règlements de la République Populaire de Chine et ayant leur siège en République Populaire de Chine.
2. Le terme “investissements” désigne tout élément d'actif quelconque investi par les investisseurs de l'une des Parties contractantes conformément aux lois et règlements de l'autre Partie contractante sur le territoire de cette dernière, et comprend en particulier, mais pas exclusivement :
 - a) les biens meubles et immeubles ainsi que tous autres droits réels tels qu'hypothèques, privilèges, gages, usufruit et droits similaires ;
 - b) les actions, parts sociales et toutes autres formes de participations dans le capital de sociétés ;
 - c) les créances et droits à toute autre prestation ayant une valeur économique en rapport avec un investissement ;
 - d) les droits d'auteur, les droits de propriété industrielle, les procédés techniques, les noms déposés, le savoir-faire et le fonds de commerce ;
 - e) les concessions accordées par la loi ou en vertu d'un contrat légal, notamment celles relatives à la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation de ressources naturelles.

Aucune modification de la forme dans laquelle les avoirs ont été investis ou réinvestis n'affectera leur qualité d'“investissements” au sens du présent Accord.
3. Le terme “revenus” désigne les sommes produites par un investissement et notamment, mais non exclusivement, les bénéfices, intérêts, accroissements de capital, dividendes, royalties ou indemnités.

4. Le terme "territoire" désigne :

- a) le territoire du Royaume de Belgique et le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi que les zones maritimes, c'est-à-dire les zones marines et sous-marines qui s'étendent au-delà des eaux territoriales du Royaume de Belgique et sur lesquelles celui-ci exerce, conformément au droit international, ses droits souverains et sa juridiction aux fins d'exploration, d'exploitation et de conservation des ressources naturelles ;
- b) le territoire de la République Populaire de Chine (y compris la mer territoriale et l'espace aérien situé au dessus de celle-ci), et au-delà de sa mer territoriale, toute zone sur laquelle, en conformité avec le droit chinois et le droit international, la République populaire de Chine a des droits souverains aux fins de l'exploration et de l'exploitation des ressources des fonds marins et de leur sous-sol, et des eaux surjacentes.

Article 2

Promotion et protection des investissements

1. Chacune des Parties contractantes encouragera sur son territoire les investissements par des investisseurs de l'autre Partie contractante et admettra lesdits investissements en conformité avec sa législation.
2. Tous les investissements effectués par des investisseurs⁴ de l'une des Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie contractante, d'un traitement juste et équitable.
3. Les investissements des investisseurs de chaque Partie Contractante jouiront, sur le territoire de l'autre Partie contractante, d'une protection et d'une sécurité constantes.
4. Sans préjudice de ses lois et règlements, aucune Partie contractante n'entravera, par des mesures déraisonnables ou discriminatoires, la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou l'aliénation des investissements réalisés par les investisseurs de l'autre Partie contractante.

Article 3

Traitement national et nation la plus favorisée

1. Chaque Partie contractante accordera aux investissements des investisseurs de l'autre Partie contractante ainsi qu'à toute activité associée aux dits investissements, un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accorde aux investissements et aux activités qui y sont associées de ses propres investisseurs.
2. Aucune des Parties Contractantes n'accordera aux investissements des investisseurs de l'autre Partie contractante ainsi qu'à toute activité associée aux dits investissements, un traitement moins favorable que celui qu'elle accorde aux investissements et aux activités qui y sont associées des investisseurs de tout Etat tiers.

3. Les dispositions du paragraphe 2 du présent article ne pourront être interprétées comme obligeant une Partie contractante à étendre aux investisseurs de l'autre Partie contractante le bénéfice de tout traitement, préférence ou privilège résultant :
 - a) d'une union douanière, d'une zone de libre-échange, d'une union économique, d'un marché commun ou de toute autre forme d'organisation économique régionale ou de tout accord international créant ce type d'unions ;
 - b) de tout accord ou arrangement international concernant principalement ou exclusivement l'imposition ;
 - c) de tout arrangement visant à faciliter le commerce transfrontalier à petite échelle dans les zones frontalières.

Article 4

Mesures privatives et restrictives de propriété

1. Chacune des Parties contractantes s'engage à ne prendre aucune mesure d'expropriation ou de nationalisation ni aucune autre mesure dont l'effet serait de déposséder directement ou indirectement les investisseurs de l'autre Partie contractante de leurs investissements sur son territoire.
2. Si des impératifs d'utilité publique, de sécurité ou d'intérêt national requièrent une dérogation au paragraphe 1er, les conditions suivantes devront être remplies :
 - a) les mesures seront prises sur la base d'une procédure légale en droit national ;
 - b) elles ne seront pas discriminatoires ;
 - c) elles seront assorties de dispositions prévoyant le paiement d'une indemnité.
3. Le montant des indemnités correspondra à la valeur réelle des investissements concernés à la veille du jour où les mesures ont été prises ou rendues publiques.

Les indemnités pourront être réglées dans toute monnaie convertible. Elles seront versées à bref délai et librement transférables. Elles porteront intérêt au taux commercial normal depuis la date de la fixation de leur montant jusqu'à celle de leur paiement.

4. Les investisseurs de l'une des Parties contractantes dont les investissements auraient subi des dommages du fait d'une guerre ou de tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national ou révolte sur le territoire de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, en matière de restitutions, indemnisations, compensations ou autres dédommagements, d'un traitement au moins égal à celui accordé aux investisseurs de la nation la plus favorisée.

Article 5

Transferts

1. Chaque Partie contractante accordera aux investisseurs de l'autre Partie contractante le libre transfert de tous les paiements relatifs à un investissement, et notamment :
 - a) des sommes destinées à établir, à maintenir ou à développer l'investissement ;
 - b) des sommes destinées au règlement d'obligations contractuelles, y compris les sommes nécessaires au remboursement d'emprunts, les redevances et autres paiements découlant de licences, franchises, concessions et autres droits similaires ;
 - c) des revenus des investissements ;
 - d) du produit de la liquidation totale ou partielle des investissements ;
 - e) des rémunérations des nationaux de l'autre Partie contractante employés dans le cadre de l'investissement sur son territoire ;
 - f) des indemnités payées en exécution de l'article 4.

2. Les transferts susvisés seront effectués en monnaie librement convertible, au taux de change du marché applicable sur le territoire de la Partie Contractante ayant accepté les investissements, et à la date du transfert.

Article 6

Subrogation

Si l'une des Parties contractantes ou un organisme désigné par celle-ci paie des indemnités à ses propres investisseurs en vertu d'une garantie ou d'un contrat d'assurance contre les risques non-commerciaux accordé au titre d'un investissement réalisé sur le territoire de l'autre Partie contractante, cette autre Partie contractante reconnaîtra :

- a) la cession, par disposition légale ou au moyen d'un acte juridique, à la première Partie contractante ou à l'organisme désigné par celle-ci, de tous droits ou créances appartenant à l'investisseur, de même que,
- b) la première Partie Contractante ou l'organisme désigné par celle-ci a le droit, en vertu de la subrogation, d'exercer les droits et de faire valoir les créances appartenant audit investisseur et assumera les obligations y afférentes dans les mêmes conditions que l'investisseur.

Article 7

Autres obligations

1. Lorsqu'une question relative aux investissements est régie à la fois par le présent Accord et par la législation nationale de l'une des Parties contractantes ou par des conventions internationales en vigueur ou contractées ultérieurement par les Parties contractantes, les investisseurs de l'autre Partie contractante pourront se prévaloir des dispositions qui leur sont les plus favorables.
2. Chacune des Parties contractantes s'engage à assurer à tout moment le respect des obligations qu'elle aura contractées à l'égard des investisseurs de l'autre Partie contractante.

Article 8

Règlement des différends relatifs aux investissements

1. Tout différend relatif aux investissements survenant entre un investisseur de l'une des Parties contractantes et l'autre Partie contractante fera l'objet d'une notification écrite, de la part de l'une des Parties contractantes.

Dans la mesure du possible, les parties tenteront de régler le différend par voie de consultations, en faisant éventuellement appel à l'avis spécialisé d'un tiers, ou par la conciliation entre les Parties contractantes par la voie diplomatique.

2. A défaut de règlement du différend, par consultation, dans les six mois de la date de notification par l'une des parties, chaque Partie Contractante consent à ce que le différend soit soumis, au choix de l'investisseur :
 - a) à la juridiction compétente de la Partie Contractante qui est partie au différend ;
 - b) au Centre international pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I.), créé par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États, ouverte à la signature à Washington, le 18 mars 1965.

Une fois le différend soumis par l'investisseur à la juridiction compétente de la Partie Contractante concernée ou au C.I.R.D.I., le choix de la procédure sera définitif.

3. Les sentences d'arbitrage seront définitives et obligatoires pour les parties au différend. Chaque Partie contractante s'engage à exécuter les sentences en conformité avec sa législation nationale.

Article 9

Différends entre les Parties contractantes concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord

1. Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord sera réglé, dans toute la mesure du possible, par la voie diplomatique.

2. A défaut d'un règlement par la voie diplomatique, le différend sera soumis à une commission mixte, composée de représentants des deux Parties contractantes ; celle-ci se réunira sans délai injustifié à la demande de l'une des Parties contractantes.
3. Si la commission mixte ne peut régler le différend dans les six mois, celui-ci sera soumis, à la demande de l'une des Parties contractantes, à un tribunal arbitral constitué, pour chaque cas particulier, de la manière suivante :
 - a) Ce tribunal sera composé de trois arbitres. Chaque Partie contractante désignera un arbitre dans un délai de deux mois suivant réception de la notification écrite réclamant l'arbitrage. Dans les deux mois suivant leur désignation, ces deux arbitres désigneront d'un commun accord un ressortissant d'un Etat tiers ayant des relations diplomatiques avec les deux Parties Contractantes, qui exercera la fonction de président du tribunal arbitral.
 - b) Si le tribunal arbitral n'a pas été constitué dans les quatre mois suivant réception de la notification écrite réclamant l'arbitrage, l'une des Parties contractantes pourra, à défaut de tout autre accord, inviter le Président de la Cour Internationale de Justice à procéder à toute nomination nécessaire. Si le Président de la Cour Internationale de Justice est un ressortissant de l'une des Parties contractantes ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le membre le plus élevé en rang de la Cour Internationale de Justice qui n'est pas un ressortissant de l'une ou de l'autre Partie contractante, ou qui n'est pas empêché, pour toute autre raison, d'exercer ladite fonction, sera invité à procéder à toute nomination nécessaire.
 - c) Le tribunal arbitral fixera ses propres règles de procédure. Il prendra ses décisions en conformité avec les dispositions du présent Accord et les principes du droit international reconnus par les deux Parties Contractantes.
 - d) Les décisions du tribunal arbitral seront prises à la majorité des voix. Ces décisions seront définitives et obligatoires pour les Parties contractantes. A la requête de l'une des Parties Contractantes, le tribunal arbitral exposera les motifs desdites décisions.
4. Chaque Partie contractante supportera les frais liés à la désignation de son arbitre ainsi que ceux découlant de sa représentation dans la procédure arbitrale. Les frais relatifs au Président et au fonctionnement du tribunal seront supportés, à parts égales, par les Parties contractantes.

Article 10

Transition

1. Le présent Accord remplace l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Gouvernement de la République populaire de Chine en matière d'encouragement et de protection réciproques des investissements, signé à Bruxelles le 4 juin 1984.
2. Le présent Accord s'appliquera à tous les investissements effectués par les investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante, que ce soit avant ou après l'entrée en vigueur du présent Accord, mais ne s'appliquera pas à un différend ou à une réclamation concernant un investissement qui faisait déjà l'objet d'une procédure juridique ou d'arbitrage avant son entrée en vigueur. Ces différends ou réclamations continueront d'être réglés conformément aux dispositions de l'Accord de 1984 visé au paragraphe 1 du présent article.

Article 11

Entrée en vigueur et durée

1. Le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du mois suivant la date à laquelle les deux Parties contractantes se seront notifiées par écrit que leurs procédures internes légales respectives nécessaires à cet effet ont été accomplies. Il restera en vigueur pour une période de dix ans.
2. Le présent Accord restera en vigueur à moins que l'une des Parties contractantes ne le dénonce, par notification écrite à l'autre Partie contractante, un an avant l'expiration de sa période de validité initiale de dix ans ou à tout autre moment après celle-ci.
3. Les investissements effectués antérieurement à la date d'expiration du présent Accord continueront d'être régis par les dispositions des articles 1 à 9 pendant une durée de dix ans à compter de ladite date d'expiration.
4. Le présent Accord pourra faire l'objet d'amendements par voie d'accord écrit entre les Parties Contractantes. Tout amendement entrera en vigueur selon les mêmes procédures que celles prescrites pour l'entrée en vigueur du présent Accord.

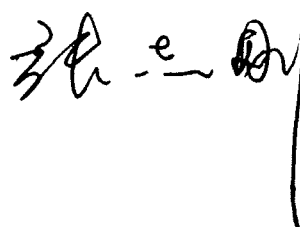
EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT à *Bruxelles*, le *6*, juin 2005, en deux exemplaires originaux, chacun en langue française, néerlandaise, chinoise et anglaise, tous les textes faisant également foi. Le texte en langue anglaise prévaudra en cas de divergence d'interprétation.

**POUR L'UNION ÉCONOMIQUE
BELGO-LUXEMBOURGEOISE :**

**POUR LE GOUVERNEMENT
DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DE CHINE :**

**Le Gouvernement du Royaume de Belgique,
agissant tant en son nom qu'au nom
du Gouvernement du Grand-Duché
de Luxembourg,
le Gouvernement wallon,
le Gouvernement flamand,
et le Gouvernement de la Région
de Bruxelles-Capitale :**



PROTOCOLE
A L'ACCORD
ENTRE
L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE
ET
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE
CONCERNANT
L'ENCOURAGEMENT ET LA PROTECTION RECIPROQUES DES INVESTISSEMENTS

Au moment de la signature de l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Gouvernement de la République populaire de Chine concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, les représentants soussignés sont convenus des dispositions suivantes, qui font partie intégrante de l'Accord :

Concernant l'article 1

Le terme "investissements" mentionné au paragraphe 2 de l'article 1 comprend les investissements des personnes morales d'un État tiers qui sont la propriété d'investisseurs d'une Partie contractante ou sous le contrôle de ces derniers, et qui ont été réalisés sur le territoire de l'autre Partie contractante conformément aux lois et aux règlements de cette dernière. Les dispositions pertinentes de cet Accord s'appliqueront auxdits investissements uniquement quand ledit État tiers n'a pas le droit de réclamer une compensation après que les investissements ont été expropriés par l'autre Partie contractante, ou renonce à ce droit.

Concernant l'article 3

En ce qui concerne la République populaire de Chine, le paragraphe 1 de l'article 3 ne s'applique pas :

- (a) à toute mesure non conforme existante appliquée sur son territoire ;
- (b) au maintien d'une telle mesure non conforme ;
- (c) à toute modification d'une telle mesure non conforme, pour autant que la modification n'augmente pas la non-conformité desdites mesures.

La République populaire de Chine prendra toutes les mesures appropriées afin d'éliminer progressivement les mesures non conformes.

Concernant l'article 5

1. En ce qui concerne la République populaire de Chine, les transferts visés à l'article 5 de cet Accord se feront conformément aux formalités pertinentes stipulées par les lois et les règlements chinois actuels concernant le contrôle des changes.

2. À cet égard, la République populaire de Chine accordera aux investisseurs de l'Union économique belgo-luxembourgeoise un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui accordé aux investisseurs de tout État tiers.
3. Ces formalités ne seront pas utilisées comme une manière d'éviter les engagements ou les obligations de la Partie contractante en vertu de cet Accord.
4. Les dispositions de l'article 5 de cet Accord n'affecteront pas les droits et obligations en ce qui concerne les restrictions de change liant l'une ou l'autre Partie contractante en sa qualité de membre du Fonds monétaire international.

Concernant l'article 8

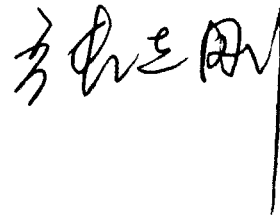
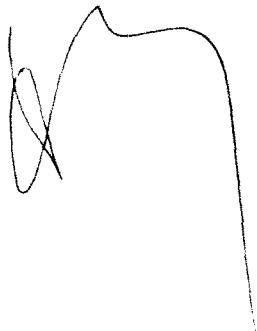
Il est mutuellement entendu que la République populaire de Chine exige que l'investisseur concerné épuise la procédure d'examen administrative nationale spécifiée par les lois et les règlements de la République populaire de Chine, avant de soumettre le différend à l'arbitrage international en vertu de l'article 8, paragraphe 2. La République populaire de Chine déclare que cette procédure aura une durée maximale de trois mois.

FAIT à *Beijing*, le *6* juin 2005, en deux exemplaires originaux, chacun en langue française, néerlandaise, chinoise et anglaise, tous les textes faisant également foi. Le texte en langue anglaise prévaudra en cas de divergence d'interprétation.

**POUR L'UNION ÉCONOMIQUE
BELGO-LUXEMBOURGEOISE :**

**POUR LE GOUVERNEMENT
DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DE CHINE :**

**Le Gouvernement du Royaume de Belgique,
agissant tant en son nom qu'au nom
du Gouvernement du Grand-Duché
de Luxembourg,
le Gouvernement wallon,
le Gouvernement flamand,
et le Gouvernement de la Région
de Bruxelles-Capitale :**



OVEREENKOMST
TUSSEN
DE BELGISCH-LUXEMBURGSE ECONOMISCHE UNIE
EN
DE REGERING VAN DE VOLKSREPUBLICK CHINA
INZAKE
DE WEDERZIJDSE BEVORDERING EN BESCHERMING VAN INVESTERINGEN

**OVEREENKOMST
TUSSEN
DE BELGISCH-LUXEMBURGSE ECONOMISCHE UNIE
EN
DE REGERING VAN DE VOLKSREPUBLIC CHINA
INZAKE
DE WEDERZIJDSE BEVORDERING EN BESCHERMING VAN INVESTERINGEN**

DE REGERING VAN HET KONINKRIJK BELGIË,
handelend mede in naam van
de Regering van het Groothertogdom Luxemburg, krachtens bestaande overeenkomsten,
de Vlaamse Regering,
de Waalse Regering,
en de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
enerzijds,

en

DE REGERING VAN DE VOLKSREPUBLIC CHINA, .
anderzijds,

(hierna te noemen “de Overeenkomstsluitende Partijen”),

VERLANGENDE hun economische samenwerking te versterken door voor investeringen door investeerders van de ene Overeenkomstsluitende Partij gunstige voorwaarden te scheppen op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij ;

IN HET BESEF dat de wederzijdse stimulering, bevordering en bescherming van investeringen investeerders zal aanzetten tot meer zakelijk initiatief en de welvaart van beide Overeenkomstsluitende Partijen zal vergroten ;

VERLANGENDE de samenwerking van beide Overeenkomstsluitende Partijen op grond van gelijkheid en wederzijds voordeel te versterken ;

ZIJN het volgende overeengekomen :

Artikel 1

Begripsomschrijvingen

1. Voor de toepassing van deze Overeenkomst betekent de term “investeerders”,
 - a) met betrekking tot het Koninkrijk België of het Groothertogdom Luxemburg,
 - i) de “onderdanen”, zijnde elk natuurlijk persoon die volgens de wetgeving van het Koninkrijk België of van het Groothertogdom Luxemburg wordt beschouwd als een onderdaan van het Koninkrijk België of van het Groothertogdom Luxemburg ;
 - ii) de “vennootschappen”, zijnde elke rechtspersoon die is opgericht in overeenstemming met de wetgeving van het Koninkrijk België of van het Groothertogdom Luxemburg en waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is op het grondgebied van het Koninkrijk België of van het Groothertogdom Luxemburg ;
 - b) met betrekking tot de Volksrepubliek China,
 - i) natuurlijke personen die de nationaliteit van de Volksrepubliek China hebben overeenkomstig de wetgeving van de Volksrepubliek China ;
 - ii) een juridische eenheid, met inbegrip van vennootschappen, verenigingen, partnerschappen en andere organisaties, die zijn opgericht in overeenstemming met de wet- en regelgeving van de Volksrepubliek China en waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is in de Volksrepubliek China.
2. “investerings” : alle soorten vermogensbestanddelen die worden geïnvesteerd door investeerders van een Overeenkomstsluitende Partij op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij overeenkomstig de wet- en regelgeving van laatstgenoemde. Als investeringen in de zin van deze Overeenkomst gelden in het bijzonder, doch niet uitsluitend :
 - a) roerende en onroerende goederen, alsmede andere zakelijke rechten zoals hypotheek, retentierechten, pandrechten, rechten van vruchtgebruik en soortgelijke rechten ;
 - b) aandelen, maatschappelijke aandelen en alle andere vormen van deelneming in bedrijven ;
 - c) tegoeden of een andere met een investering verband houdende prestatie die economische waarde heeft ;
 - d) auteursrechten, industriële eigendomsrechten, technische werkwijzen, handelsnamen, know how en goodwill ;
 - e) rechtelijke of wettelijk toegestane contractuele concessies, waaronder die tot het opsporen, ontwikkelen, winnen of exploiteren van natuurlijke rijkdommen.

Veranderingen in de vorm waarin vermogensbestanddelen werden geïnvesteerd of geherinvesteerd doen geen afbreuk aan de omschrijving ervan als “investering” zoals bedoeld in deze Overeenkomst.
3. “opbrengst” : de bedragen die een investering oplevert, en met name, doch niet uitsluitend, winst, rente, vermogensaanwas, dividenden, royalty's en honoraria.

4. “grondgebied” :

- a) het grondgebied van het Koninkrijk België en het grondgebied van het Groothertogdom Luxemburg evenals de zeegebieden, d.w.z. de gebieden op en onder zee die zich voorbij de territoriale wateren van het Koninkrijk België uitstrekken en waarin laatstgenoemde, overeenkomstig het internationaal recht, soevereine rechten en rechtsmacht uitoefent met het oog op de opsporing, de winning en het behoud van de natuurlijke rijkdommen ;
- b) het grondgebied van de Volksrepubliek China, (met inbegrip van de territoriale zee en het luchtruim daarboven), alsmede elk gebied buiten haar territoriale zee waarbinnen de Volksrepubliek China soevereine rechten uitoefent voor de exploratie en de exploitatie van rijkdommen in de zeebodem, de ondergrond ervan en de erboven liggende wateren, in overeenstemming met het Chinese recht en het internationale recht.

Artikel 2

Bevordering en bescherming van investeringen

1. Elke Overeenkomstsluitende Partij bevordert investeringen van investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij op haar grondgebied en laat zodanige investeringen toe in overeenstemming met haar wetgeving.
2. Alle investeringen van investeerders van een Overeenkomstsluitende Partij genieten op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij een eerlijke en rechtvaardige behandeling.
3. Investeringen van investeerders van een Overeenkomstsluitende Partij genieten op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij voortdurende zekerheid en bescherming.
4. Onverminderd haar wet- en regelgeving, neemt een Overeenkomstsluitende Partij geen ongeoorloofde of discriminatoire maatregelen die het beheer, de instandhouding, het gebruik, het genot of de vervreemding van de investeringen door de investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij zouden kunnen belemmeren.

Artikel 3

Nationale behandeling en meest begunstigde natie

1. Elke Overeenkomstsluitende Partij verleent aan investeringen en daarmee verband houdende activiteiten van investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij een behandeling die niet minder gunstig is dan de behandeling die deze Overeenkomstsluitende Partij verleent aan investeringen en daarmee verband houdende activiteiten van haar eigen investeerders.
2. Geen van de Overeenkomstsluitende Partijen verleent aan investeringen en daarmee verband houdende activiteiten van investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij een behandeling die minder gunstig is dan de behandeling die de Overeenkomstsluitende Partij verleent aan investeringen en daarmee verband houdende activiteiten van investeerders van een derde Staat.

3. Het bepaalde in lid 2 van dit Artikel mag niet zodanig worden uitgelegd dat een Overeenkomstsluitende Partij verplicht is investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij mede het voordeel te laten genieten van een behandeling, voorkeur of voorrecht voortvloeiend uit :
 - a) het lidmaatschap van een douane-unie, een vrijhandelszone, een economische unie, een gemeenschappelijke markt dan wel enige andere vorm van regionale economische organisatie of internationale overeenkomst tot oprichting hiervan ;
 - b) een internationale overeenkomst of regeling die volledig of hoofdzakelijk betrekking heeft op belastingen ;
 - c) regelingen ter bevordering van kleinschalige grenshandel in grensgebieden.

Artikel 4

Ontneming en eigendomsbeperking

1. Elke Overeenkomstsluitende Partij verbindt zich geen enkele maatregel tot onteigening of nationalisatie noch enige andere maatregel te treffen die tot gevolg heeft dat aan de investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij rechtstreeks of onrechtstreeks de hun toebehorende investeringen op haar grondgebied worden ontnomen.
2. Wanneer om redenen van openbaar nut, openbare veiligheid of nationaal belang van het bepaalde in het eerste lid moet worden afgeweken, dienen de volgende voorwaarden te worden vervuld :
 - a) de maatregelen worden genomen met inachtneming van nationale rechtsprocedures ;
 - b) de maatregelen zijn niet discriminatoir ;
 - c) de maatregelen gaan vergezeld van voorzieningen voor de betaling van een schadeloosstelling.
3. Het bedrag van de schadeloosstelling komt overeen met de werkelijke waarde van de investeringen op de dag voordat de maatregelen werden genomen of bekendgemaakt.

De schadeloosstelling wordt uitgekeerd in gelijk welke omwisselbare munt. Ze moet zonder onnodige vertraging worden uitbetaald en moet vrij kunnen worden overgemaakt. Vanaf het tijdstip dat het bedrag van de schadeloosstelling werd vastgesteld tot op de datum waarop ze wordt uitgekeerd, levert de schadeloosstelling intrest op aan het normale banktarief.

4. Aan investeerders van de ene Overeenkomstsluitende Partij die verliezen lijden met betrekking tot hun investeringen wegens oorlog of een ander gewapend conflict, revolutie, een nationale noodtoestand of opstand op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij, wordt door laatstgenoemde, wat de restitutie, schadevergoeding, schadeloosstelling of een andere regeling betreft, een behandeling toegekend die ten minste gelijk is aan de behandeling die laatstgenoemde Overeenkomstsluitende Partij toekent aan de investeerders van de meest begunstigde natie.

Artikel 5

Overmakingen

1. Elke Overeenkomstsluitende Partij waarborgt aan investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij de vrije overmaking van alle met de investering verband houdende betalingen, en meer bepaald :
 - a) bedragen die nodig zijn om de investering tot stand te brengen, te onderhouden of uit te breiden ;
 - b) bedragen bestemd voor het nakomen van contractuele verbintenissen, met inbegrip van de bedragen die nodig zijn voor de terugbetaling van leningen, royalty's en andere betalingen voortvloeiend uit licenties, franchises, concessies en andere soortgelijke rechten ;
 - c) de opbrengst van investeringen ;
 - d) de opbrengst van de gehele of gedeeltelijke liquidatie van investeringen, met inbegrip van vermogensaanwas of meerwaarden van het geïnvesteerd kapitaal ;
 - e) de inkomsten van onderdanen van de andere Overeenkomstsluitende Partij die uit hoofde van een investering op haar grondgebied werken ;
 - f) de in toepassing van artikel 4 uitgekeerde schadeloosstelling.
2. Voornoemde overmaking gebeurt in vrij inwisselbare munt, tegen de wisselkoers die op de datum van overmaking van toepassing is op het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partij die de investeringen aanvaardt.

Artikel 6

Subrogatie

Indien één der Overeenkomstsluitende Partijen of haar aangewezen instantie een schadeloosstelling uitkeert aan haar eigen investeerders op grond van een voor een investering verleende waarborg of een verzekeringscontract tegen niet-commerciële risico's ten aanzien van een investering op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij, erkent laatstgenoemde Overeenkomstsluitende Partij :

- a) de overdracht bij wet of ingevolge een rechtshandeling, aan de eerstgenoemde Overeenkomstsluitende Partij of haar aangewezen instantie van de rechten en schuldvorderingen van de investeerder, alsmede,
- b) dat de eerstgenoemde Overeenkomstsluitende Partij of haar aangewezen instantie op grond van de subrogatie de rechten en vorderingen van voornoemde investeerder kan laten gelden en de verplichtingen die op de investeerder rusten, in dezelfde mate op zich neemt.

Artikel 7

Andere verplichtingen

1. Wanneer een vraagstuk omtrent investeringen wordt geregeld bij deze Overeenkomst en bij de nationale wetgeving van de ene Overeenkomstsluitende Partij dan wel bij internationale overeenkomsten waarbij de Overeenkomstsluitende Partijen partij zijn of op een later tijdstip kunnen worden, kunnen de investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij gebruik maken van de bepalingen die voor hen het meest gunstig zijn.
2. Elke Overeenkomstsluitende Partij staat te allen tijde in voor het naleven van de verbintenissen die zij jegens investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij is aangegaan.

Artikel 8

Regeling van investeringsgeschillen

1. Wanneer een juridisch geschil ontstaat tussen een investeerder van de ene Overeenkomstsluitende Partij en de andere Overeenkomstsluitende Partij geeft de ene Partij hiervan schriftelijk kennis aan de andere Partij bij het geschil.

De Partijen dienen ernaar te streven het geschil in de mate van het mogelijke door overleg te regelen, indien nodig door deskundig advies in te winnen van een derde partij of anders door middel van bemiddeling tussen de Overeenkomstsluitende Partijen langs diplomatieke weg.

2. Indien het geschil niet door overleg kan worden geregeld binnen zes maanden na de kennisgeving door de partij bij het geschil, stemt elke Overeenkomstsluitende Partij ermee in dat het, naar keuze van de investeerder wordt voorgelegd aan :
 - a) de bevoegde rechtbank van de Overeenkomstsluitende Partij die partij is bij het geschil ;
 - b) het Internationale Centrum voor Beslechting van Investeringsgeschillen (I.C.S.I.D.), dat is opgericht krachtens het Verdrag inzake de beslechting van geschillen met betrekking tot investeringen tussen Staten en onderdanen van andere Staten, gedaan te Washington op 18 maart 1965.

Zodra de investeerder het geschil aan de bevoegde rechtbank van de betrokken Overeenkomstsluitende Partij dan wel aan het ICSID heeft voorgelegd, is de procedurekeuze onherroepelijk.

3. De uitspraken van het scheidsgerecht zijn onherroepelijk en bindend voor de partijen bij het geschil. Elke Overeenkomstsluitende Partij verbindt zich ertoe ze uit te voeren overeenkomstig haar nationale wetgeving.

Artikel 9

Geschillen tussen de Overeenkomstsluitende Partijen betreffende de uitlegging of toepassing van deze Overeenkomst

1. Geschillen betreffende de uitlegging of toepassing van deze Overeenkomst worden zoveel mogelijk langs diplomatieke weg beslecht.
2. Wanneer een geschil niet langs diplomatieke weg kan worden beslecht, wordt het voorgelegd aan een gemengde commissie bestaande uit vertegenwoordigers van beide Overeenkomstsluitende Partijen ; deze Commissie komt op verzoek van een van de Overeenkomstsluitende Partijen en zonder onnodige vertraging bijeen.
3. Indien de gemengde commissie het geschil niet binnen zes maanden kan regelen, wordt het op verzoek van een der Overeenkomstsluitende Partijen onderworpen aan een scheidsgerecht dat voor elk geval afzonderlijk op de volgende wijze wordt samengesteld :
 - a) Het scheidsgerecht bestaat uit drie scheidsmannen. Binnen twee maanden na ontvangst van het schriftelijk kennisgeving waarin om arbitrage wordt verzocht, benoemt elke Overeenkomstsluitende Partij een scheidsman. Beide scheidsmannen kiezen gezamenlijk binnen wederom twee maanden een onderdaan van een derde Staat die diplomatieke betrekkingen met beide Overeenkomstsluitende Partijen onderhoudt, als voorzitter van het scheidsgerecht.
 - b) Indien het scheidsgerecht niet is samengesteld binnen vier maanden na ontvangst van de schriftelijke kennisgeving waarin om arbitrage wordt verzocht, kan elke Overeenkomstsluitende Partij, bij ontbreken van een andere overeenkomst, de Voorzitter van het Internationale Gerechtshof verzoeken de noodzakelijke benoemingen te verrichten. Indien de Voorzitter onderdaan is van een van de Overeenkomstsluitende Partijen of anderszins verhinderd is genoemde functie uit te oefenen, wordt het lid van het Internationale Gerechtshof dat na hem het hoogst in anciënniteit is en dat geen onderdaan is van een van beide Overeenkomstsluitende Partijen of niet anderszins verhinderd is genoemde functie uit te oefenen, verzocht de benoemingen te verrichten.
 - c) Het scheidsgerecht stelt zijn eigen procedureregels vast. Het doet zijn uitspraak overeenkomstig het bepaalde in deze Overeenkomst en met de door beide Overeenkomstsluitende Partij erkende beginselen van het internationaal recht.
 - d) Het scheidsgerecht komt tot zijn uitspraak bij meerderheid van stemmen. De uitspraak is voor beide Overeenkomstsluitende Partijen bindend en onherroepelijk. Op verzoek van een Overeenkomstsluitende Partij zet het scheidsgerecht de redenen voor zijn uitspraak uiteen.
4. Elke Overeenkomstsluitende Partij draagt de kosten van de door haar benoemde scheidsman en die van haar vertegenwoordiging in de arbitrageprocedure. De kosten van de Voorzitter en het gerecht worden door de Overeenkomstsluitende Partijen in gelijke delen gedragen.

Artikel 10

Overgangsbepalingen

1. Deze Overeenkomst treedt in de plaats van en vervangt de Overeenkomst inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen tussen de Regering van de Volksrepubliek China en de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie, ondertekend te Brussel op 4 juni 1984.
2. Deze Overeenkomst is van toepassing op alle investeringen gedaan door investeerders van de ene Overeenkomstsluitende Partij op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij, ongeacht of deze vóór of na de inwerkingtreding van deze Overeenkomst zijn gedaan. Ze is evenwel niet van toepassing op een geschil of vordering inzake een investering, die reeds voor de inwerkingtreding ervan voorwerp was van een juridische procedure of arbitrage. Dergelijke geschillen en vorderingen blijven als voorheen geregeld overeenkomstig de bepalingen van de Overeenkomst van 1984 genoemd in het eerste lid van dit artikel.

Artikel 11

Inwerkingtreding en duur

1. Deze Overeenkomst treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop de Overeenkomstsluitende Partijen elkaar schriftelijk hebben medegedeeld dat aan hun respectieve daarvoor vereiste nationale wettelijke procedures zijn voltooid, en blijft van kracht voor een tijdvak van tien jaar.
2. Deze Overeenkomst blijft van kracht tenzij een van de Overeenkomstsluitende Partijen de andere Overeenkomstsluitende Partij één jaar voor het verstrijken van het oorspronkelijke tijdvak van tien jaar of op een ander tijdstip schriftelijk in kennis stelt van haar voornemen om de Overeenkomst te beëindigen.
3. Ten aanzien van investeringen gedaan vóór de datum van beëindiging van deze Overeenkomst, blijven de bepalingen van de artikelen 1 tot en met 9 van kracht gedurende een tijdvak van nog eens tien jaar vanaf die datum van beëindiging.

4. Deze Overeenkomst kan schriftelijk door de Overeenkomstsluitende Partijen worden gewijzigd. Ten aanzien van de inwerkingtreding van wijzigingen geldt dezelfde procedure als voor de inwerkingtreding van deze Overeenkomst.

TEN BLIJKE WAARVAN, de ondertekenende vertegenwoordigers, naar behoren gemachtigd door hun onderscheiden Regeringen, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

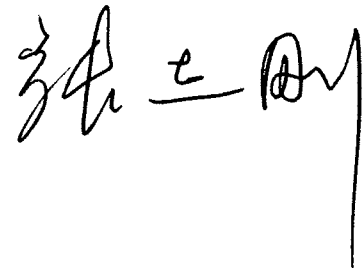
GEDAAN in tweevoud te *Beijing*, op *6* juni 2005, in de Nederlandse, de Franse, de Chinese en de Engelse taal, zijnde alle teksten gelijkelijk authentiek. In geval van verschil in interpretatie is de Engelse tekst doorslaggevend.

**VOOR DE BELGISCH-LUXEMBURGSE
ECONOMISCHE UNIE :**

**De Regering van het Koninkrijk België,
handelend mede in naam van
de Regering van het Groothertogdom Luxemburg,
de Vlaamse Regering,
de Waalse Regering,
en de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :**



**VOOR DE REGERING
VAN DE VOLKSREPUBLIC CHINA :**



PROTOCOL
BIJ DE OVEREENKOMST
TUSSEN
DE BELGISCH-LUXEMBURGSE ECONOMISCHE UNIE
EN
DE REGERING VAN DE VOLKSREPUBLIC CHINA
INZAKE
DE WEDERZIJDSE BEVORDERING EN BESCHERMING VAN INVESTERINGEN

Bij de ondertekening van de Overeenkomst inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie en de Regering van de Volksrepubliek China, hebben de ondertekenende vertegenwoordigers overeenstemming bereikt over de volgende bepalingen, die een integrerend deel uitmaken van de Overeenkomst :

Ad artikel 1

De term „investeringsen” genoemd in artikel 1, tweede lid, omvat investeringen van rechtspersonen van een derde Staat die het eigendom zijn van of onder toezicht staan van investeerders van de ene Overeenkomstsluitende Partij en die zijn gedaan op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij in overeenstemming met de wetten en voorschriften van laatstgenoemde Partij. De desbetreffende bepalingen van deze Overeenkomst zijn alleen van toepassing op dergelijke investeringen, wanneer deze derde Staat geen recht heeft, of afstand doet van het recht, tot het eisen van schadeloosstelling nadat de investeringen door de andere Overeenkomstsluitende Partij zijn onteigend.

Ad artikel 3

Ten aanzien van de Volksrepubliek China, is het eerste lid van artikel 3 niet van toepassing op :

- (a) bestaande, niet-conforme maatregelen die op haar grondgebied worden gehandhaafd ;
- (b) de voortzetting van zodanige niet-conforme maatregel ;
- (c) een wijziging van zodanige niet-conforme maatregel voor zover de wijziging de non-conformiteit van de maatregel niet vergroot.

De Volksrepubliek China zal het nodige doen om de niet-conforme maatregelen met voortvarendheid op te heffen.

Ad artikel 5

1. Ten aanzien van de Volksrepubliek China, dient de overmaking bedoeld in artikel 5 van deze Overeenkomst te voldoen aan de desbetreffende formaliteiten vereist door de huidige Chinese wetten en voorschriften inzake deviezencontrole.

2. In dit opzicht kent de Volksrepubliek China aan de investeerders van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie geen behandeling toe die minder gunstig is dan die welke wordt toegekend aan de investeerders van een derde Staat.
3. Deze formaliteiten worden niet aangewend als een middel om zich te onttrekken aan de verbintenissen of verplichtingen van de Overeenkomstsluitende Partij uit hoofde van deze Overeenkomst.
4. De bepalingen van artikel 5 van deze Overeenkomst tasten niet de rechten en verplichtingen inzake deviezenbeperkingen aan die een Overeenkomstsluitende Partij heeft of kan hebben als lid van het Internationale Monetaire Fonds.

Ad artikel 8

Er wordt wederzijds kennis van genomen dat de Volksrepubliek China vereist dat de betrokken investeerder de in de wetten en voorschriften van de Volksrepubliek China omschreven nationale bestuursrechtelijke herzieningsprocedure uitput, alvorens het geschil te onderwerpen aan internationale arbitrage uit hoofde van artikel 8, tweede lid. De Chinese Volksrepubliek verklaart dat een dergelijke procedure een periode van maximaal drie maanden duurt.

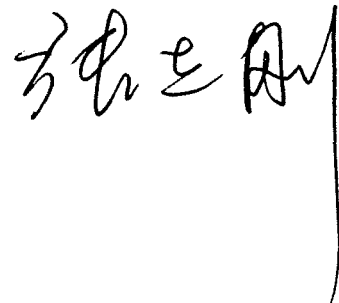
GEDAAN in tweevoud te *Beijing*, op *6* juni 2005, in de Nederlandse, de Franse, de Chinese en de Engelse taal, zijnde alle teksten gelijkelijk authentiek. In geval van verschil in interpretatie is de Engelse tekst doorslaggevend.

**VOOR DE BELGISCH-LUXEMBURGSE
ECONOMISCHE UNIE :**

**De Regering van het Koninkrijk België,
handelend mede in naam van
de Regering van het Groothertogdom Luxemburg,
de Vlaamse Regering,
de Waalse Regering,
en de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :**



**VOOR DE REGERING
VAN DE VOLKSREPUBLIC CHINA :**



比利时—卢森堡经济联盟和中华人民共和国政府
关于相互促进和保护投资的协定

比利时—卢森堡经济联盟和中华人民共和国政府 关于相互促进和保护投资的协定

比利时王国政府，

以它自己的名义，依照现有协定以卢森堡大公国政府的名义，并以瓦隆大区政府、弗拉芒大区政府和布鲁塞尔首都大区政府的名称，作为一方，

和

中华人民共和国政府，作为另一方，

（以下称“缔约方”）

愿通过为缔约一方投资者在缔约另一方领土内投资创造有利条件加强经济合作，

认为相互鼓励、促进和保护此类投资将有助于激励投资经营的积极性和增进缔约双方的繁荣，

愿在平等互利的基础上加强缔约双方间的合作，

达成协议如下：

第一条

定义

本协定内：

一、“投资者”一词系指：

(一) 在比利时王国和卢森堡大公国方面，

1、“国民”，即根据比利时王国或卢森堡大公国法律法规被视为比利时王国或卢森堡大公国公民的任何自然人，

2、“公司”，即根据比利时王国或卢森堡大公国法律法规组建且注册办公地在比利时王国或卢森堡大公国领土内的任何法人；

(二) 在中华人民共和国方面，

1、根据中华人民共和国法律具有中华人民共和国国籍的自然人，

2、法律实体，包括根据中华人民共和国法律法规设立或组建且住所所在中华人民共和国的公司、社团、合伙及其他组织。

二、“投资”一词系指缔约一方投资者根据缔约另一方法律法规在缔约另一方领土内所投入的各种财产，特别是，包括但不限于：

(一) 动产和不动产以及任何其他财产权利如抵押权、质押权、留置权、用益权及类似权利；

(二) 股份、公司权利和其他任何形式的对公司的参股；

(三) 与投资有关的对金钱或其他任何具有经济价值的行为的请求权；

(四) 版权、工业产权、工艺流程、商号、专有技术和商誉；

(五) 根据法律或法律允许的合同授予的商业特许权，包括勘探、耕作、提炼或开发自然资源的特许权。

所投资或再投资的财产发生形式上的变更，不影响其作为本协定下的“投资”。

三、“收益”一词系指投资所产生的款项，特别是，包括但不限于，利润、利息、资本利得、股息、提成费和费用。

四、“领土”系指：

（一）比利时王国或卢森堡大公国的领土及海域，即比利时王国领水之外的比利时王国根据国际法行使主权权利和为勘探、开发和保护自然资源而行使管辖权的海域和水下区域；

（二）中华人民共和国领土（包括领海及其领空），以及根据中国法律和国际法，在其领海以外拥有勘探和开发海床和底土资源及海底以上水资源的主权权利的任何区域。

第二条

促进和保护投资

一、缔约各方应鼓励缔约另一方的投资者在其领土内投资，并依照其法律法规接受此种投资。

二、缔约一方的投资者的所有投资在缔约另一方的领土内应享受公正和公平的待遇。

三、缔约一方的投资者的投资在缔约另一方的领土内应享受持续的保护和保障。

四、在不损害其法律法规的前提下，缔约一方不得对缔约另一方投资者的投资的管理、维护、使用、收益和支配采取任何不合理或歧视性的措施。

第三条

国民待遇和最惠国待遇

一、缔约各方给予缔约另一方投资者的投资和与该投资相关的活动的待遇不应低于其给予本国投资者的投资及与投资有关的活动的待遇。

二、缔约一方给予缔约另一方投资者的投资及与投资有关活动的待遇，均不应低于其给予任何第三国投资者的投资及与投资有关活动的待遇。

三、本条第二款的规定，不得解释为缔约一方有义务将由下列原因产生的任何待遇、优惠或特权给予缔约另一方投资者：

（一）任何关税同盟、自由贸易区、经济联盟、共同市场和任何其他形式的区域经济组织和产生此类联盟的任何国际协议；

（二）任何全部或主要与税收有关的国际协议或安排；

（三）任何便利边境地区小额边境贸易的安排。

第四条

对所有权的剥夺和限制

一、缔约各方承诺不采取任何征收或国有化措施，或任何具有直接或间接剥夺缔约另一方投资者在其领土内的投资的效果的措施。

二、如果由于公共目的、安全或国家利益的原因需要违反第一款的规定，应符合下列条件：

（一）应根据国内法律程序采取措施；

（二）措施不应具有歧视性；

（三）措施同时应有给予补偿的规定。

三、该等补偿应等于在采取措施或措施公开之日投资的实际价值。

该等补偿应以可兑换的货币支付。补偿的支付不应不合理地迟延，并应可自由转移。补偿应包括自确认其数额之日起到付款之日按正常商业利率计算的利息。

四、缔约一方的投资者在缔约另一方领土内的投资，如果由于发生在缔约另一方领土内的战争或其他武装冲突、革命、全国紧急状态、叛乱而遭受损失，该缔约另一方给予其在恢复原状、补偿、赔偿或其他解决方面的待遇，至少应相当于它给予最惠国投资者的待遇。

第五条

转移

一、缔约各方应保证缔约另一方的投资者得自由转移所有与投资有关的付款，具体包括：

（一）设立、维持或扩大投资所需的款项；

（二）根据合同进行支付所需款项，包括偿还贷款、提成费和其他源于许可证、特许经营、特许权和其他类似权利的付款所需的款项；

（三）投资的收益；

（四）在其领土内从事与投资相关工作的缔约另一方国民的收入；

（五）根据第四条支付的补偿。

二、上述的转移，应以转移之日接受投资的缔约方境内可适用的通行市场汇率，以可自由兑换的货币进行。

第六条

代位

如果缔约一方或其指定的机构根据其对在缔约另一方领土内的投资的有关非商业性风险的担保或保险合同向其投资者作了支付，缔约后者一方应当承认：

（一）根据缔约前者一方国内的法律或合法交易，将投资者的任何权利或索偿转让给缔约前者一方或其指定机构，以及

（二）缔约前者一方或其指定机构有权代位行使该投资者的权利及进行索偿并在与投资者同等限度内承担义务。

第七条

其他义务

一、如果本协定和缔约一方国内法规或现存的或该缔约方将来加入的国际公约均就某个与投资有关的问题作出了规定，缔约另一方投资者有权援用其中对其最优惠的规定。

二、缔约各方承诺将始终恪守其向缔约另一方投资者作出的承诺。

第八条

投资争议的解决

一、缔约一方投资者和缔约另一方间产生法律争议，争议任何一方应书面通知争议另一方。

争议当事方应尽可能通过磋商、在必要的情况下通过寻求第三方的专业建议或通过缔约方间经由外交途径进行磋商解决争议。

二、如果争议在争议一方将争议通知争议另一方六个月内未能通过磋商解决，缔约各方同意根据投资者的选择将争议提交：

（一）作为争议一方的缔约方国内有管辖权的法院；

（二）依照一九六五年三月十八日在华盛顿开放签字的《关于解决国家与他国国民投资争端的公约》设立的“解决投资争端国际中心”。

一旦投资者将争议提交相关缔约方国内有管辖权的法院或“解决投资争端国际中心”，对上述两种程序之一的选择应是终局的。

三、仲裁裁决应是终局的并对争议双方具有拘束力。缔约各方承诺根据其国内法规执行裁决。

第九条

缔约双方间有关本协定解释或适用的争议

一、与本协定解释或适用有关的任何争议应尽可能通过外交途径解决。

二、如果未能通过外交途径解决争议，争议应被提交至由缔约双方代表组成的联合委员会，该委员会应在缔约任何一方的请求下无不合理延迟地召集。

三、如果联合委员会未能在六个月内解决争议，根据缔约任何一方的请求争议应被提交仲裁庭，在每一案件中仲裁庭应按以下方式成立：

（一）该仲裁庭由三名仲裁员组成。自收到要求仲裁的书面通知之日起两个月内，缔约各方应各自任命一名仲裁员。该两名仲裁员应自前两名仲裁员任命之日起两个月内共同选定一位与缔约双方均有外交关系的第三国国民担任首席仲裁员。

(二) 如果仲裁庭未能在自收到要求仲裁的书面通知之日起四个月内组成，缔约双方间又无其他约定，缔约任何一方可以提请国际法院院长作出必要的任命。如果国际法院院长是缔约任何一方的国民，或由于其他原因不能履行此项任命，应请国际法院中非缔约任何一方的国民也无其他不胜任原因的最资深法官进行此项任命。

(三) 仲裁庭应自行决定其程序，仲裁庭应按照本协定以及缔约双方都承认的国际法原则作出裁决。

(四) 仲裁庭的裁决应以多数票作出。裁决是终局的，对缔约双方均有拘束力。应缔约任何一方的请求，仲裁庭应对其所作的裁决进行解释。

四、缔约双方应承担其任命的仲裁员及其出席仲裁程序的费用。首席仲裁员和仲裁庭的相应费用应由缔约双方平均承担。

第十条

过渡

一、本协定替代并取代了一九八四年六月四日在布鲁塞尔签署的《中华人民共和国和比利时—卢森堡经济联盟关于相互促进和保护投资的协定》。

二、本协定应适用于缔约任何一方投资者在缔约另一方领土内的所有投资，不论其是在本协定生效之前还是之后作出的。但是，本协定不得适用于在本协议生效前已进入司法或仲裁程序的与投资有关的任何争议或索偿。此等争议和索偿应继续按本条第一款提及的一九八四年六月四日的协定的规定解决。

第十一条

生效和期间

一、本协定自缔约双方完成各自国内必要的法律程序并以书面形式相互通知之日起下一个月的第一天开始生效，有效期为十年。

二、如果缔约任何一方未在本协定第一个十年有效期届满前一年或届满后任何时间书面通知缔约另一方终止本协定，本协定将继续有效。

三、对本协定终止之日前所作出的投资，本协定第一条至第九条的规定应自本协定终止之日起继续适用十年。

四、本协定可以以缔约双方书面协议修改。任何修改应按与本协定生效所需程序相同的程序生效。

由双方政府正式授权其各自代表签署本协定，以昭信守。

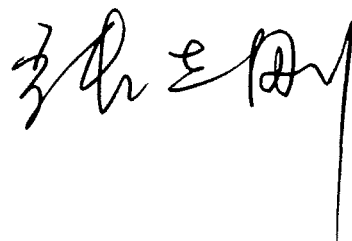
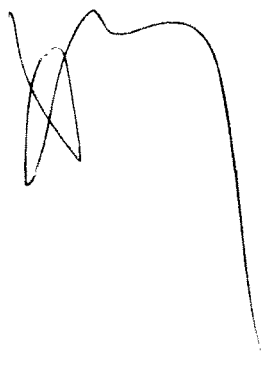
本协定于 2005 年 6 月 日在北京签订，一式两份，每份都用法文、荷兰文、中文和英文写成，各种文本同等作准。若解释上发生歧义，以英文本为准。

比利时—卢森堡经济联盟
(比利时王国政府以它自己的名义，并以卢森堡大公国政府、瓦隆大区政府、弗拉芒大区政府和布鲁塞尔首都大区政府的名义)

中华人民共和国政府

代 表

代 表



比利时—卢森堡经济联盟和中华人民共和国政府 关于相互促进和保护投资的协定义定书

值此比利时—卢森堡经济联盟和中华人民共和国政府关于相互促进和保护投资的协定签署之时，缔约双方的签字代表同意下述条款作为本协定的组成部分：

关于第一条

第一条第二款所述“投资”一词包括由缔约一方投资者拥有或控制的第三国法人在缔约另一方领土内依照后者的法律法规已经进行的投资。只有当投资被缔约另一方征收之后该第三国无权或放弃其赔偿请求权的情况之下，本协定相关条款方为适用。

关于第三条

在中华人民共和国方面，第三条第一款不适用于：

- (一) 在其领土内任何现存的不符措施；
- (二) 任何此等不符措施的延续；
- (三) 对任何此等不符措施的修正，只要这种修正不增加此等措施的不符程度。

中华人民共和国将采取所有适宜措施逐渐消除这些不符措施。

关于第五条

一、在中华人民共和国方面，本协定第五条所指的转移，应当符合当前中国有关汇兑管制的法律和法规所规定的手续。

二、在此方面，中华人民共和国应当给予比利时—卢森堡经济联盟投资者不低于其给予任何第三国投资者的待遇。

三、该手续不得被用于规避本协定中缔约方的承诺或义务。

四、本协定第五条的规定不应影响缔约任何一方作为国际货币基金组织成员国所享有的或可能享有的在汇兑限制方面的权利和义务。

关于第八条

双方达成共识，即中华人民共和国要求相关投资者在根据第八条第二款将争议提交国际仲裁之前用尽中华人民共和国法律法规所规定的国内行政复议程序。中华人民共和国声明，完成该程序的最长期限为三个月。

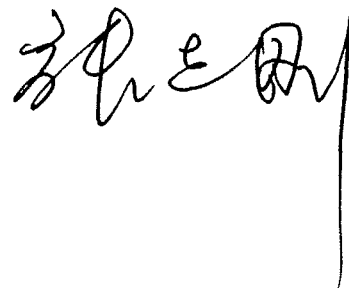
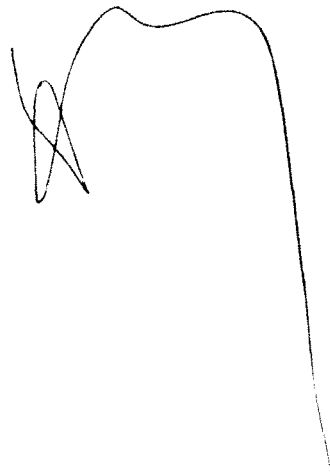
本协定于 2005 年 6 月 日在北京签订，一式两份，每份都用法文、荷兰文、中文和英文写成，各种文本同等作准。若解释上发生歧义，以英文本为准。

比利时—卢森堡经济联盟
(比利时王国政府以它自己的名义，并以卢森堡大公国政府、瓦隆大区政府、弗拉芒大区政府和布鲁塞尔首都大区政府的的名义)

中华人民共和国政府

代 表

代 表



AGREEMENT
BETWEEN
THE BELGIUM-LUXEMBOURG ECONOMIC UNION
AND
THE GOVERNMENT OF THE PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA
ON
THE RECIPROCAL PROMOTION AND PROTECTION OF INVESTMENTS

**AGREEMENT
BETWEEN
THE BELGIUM-LUXEMBOURG ECONOMIC UNION
AND
THE GOVERNMENT OF THE PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA
ON
THE RECIPROCAL PROMOTION AND PROTECTION OF INVESTMENTS**

THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF BELGIUM,
acting both in its own name and in the name
of the Government of the Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of existing agreements,
the Walloon Government,
the Flemish Government,
and the Government of the Region of Brussels-Capital,
on the one hand,

and

THE GOVERNMENT OF THE PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA,
on the other hand,

(hereinafter referred to as "the Contracting Parties"),

DESIRING to strengthen their economic cooperation by creating favourable conditions for investments by investors of one Contracting Party in the territory of the other Contracting Party ;

RECOGNIZING that the reciprocal encouragement, promotion and protection of such investments will be conducive to stimulating business initiative of the investors and will increase prosperity in both Contracting Parties ;

DESIRING to intensify the cooperation of both Contracting Parties on the basis of equality and mutual benefits ;

HAVE AGREED as follows :

Article 1

Definitions

For the purpose of this Agreement,

1. The term “investors” shall mean :
 - a) in respect of the Kingdom of Belgium or the Grand-Duchy of Luxembourg,
 - i) the “nationals”, i.e. any natural person who, according to the legislation of the Kingdom of Belgium or of the Grand-Duchy of Luxembourg, is considered as a citizen of the Kingdom of Belgium or of the Grand-Duchy of Luxembourg ;
 - ii) the “companies”, i.e. any legal person constituted in accordance with the legislation of the Kingdom of Belgium or of the Grand-Duchy of Luxembourg and having its registered office in the territory of the Kingdom of Belgium or of the Grand-Duchy of Luxembourg ;
 - b) in respect of the People’s Republic of China,
 - i) natural persons who have nationality of the People’s Republic of China in accordance with the laws of the People’s Republic of China ;
 - ii) legal entities, including companies, associations, partnerships and other organizations, incorporated or constituted under the laws and regulations of the People’s Republic of China and have their seats in the People’s Republic of China.
2. The term “investments” means every kind of asset invested by investors of one Contracting Party in accordance with the laws and regulations of the other Contracting Party in the territory of the latter, and in particular, though not exclusively, includes :
 - a) movable and immovable property as well as any other rights in rem, such as mortgages, liens, pledges, usufruct and similar rights ;
 - b) shares, corporate rights and any other kind of shareholdings in companies ;
 - c) claims to money or to any other performance having an economic value associated with an investment ;
 - d) copyrights, industrial property rights, technical processes, trade names, know-how and goodwill ;
 - e) concessions granted under law or under contract permitted by law, including concessions to explore, cultivate, extract or exploit natural resources.

Changes in the form in which assets have been invested or reinvested shall not affect their designation as “investments” for the purpose of this Agreement.

3. The term “returns” shall mean the proceeds of an investment and shall include in particular, though not exclusively, profits, interests, capital gains, dividends, royalties and fees.

4. The term “territory” shall apply to :
 - a) the territory of the Kingdom of Belgium and to the territory of the Grand-Duchy of Luxembourg, as well as to the maritime areas, i.e. the marine and underwater areas which extend beyond the territorial waters of the Kingdom of Belgium upon which it exercises, in accordance with international law, its sovereign rights and its jurisdiction for the purpose of exploring, exploiting and preserving natural resources ;
 - b) the territory of the People’s Republic of China, (including the territorial sea and air space above it) as well as any area beyond its territorial sea within which the People’s Republic of China has sovereign rights of exploration for and exploitation of resources of the seabed and its sub-soil and superjacent water resources in accordance with Chinese law and international law.

Article 2

Promotion and protection of investments

1. Each Contracting Party shall promote investments in its territory by investors of the other Contracting Party and shall accept such investments in accordance with its legislation.
2. All investments made by investors of one Contracting Party shall enjoy a fair and equitable treatment in the territory of the other Contracting Party.
3. Investments of the investors of either Contracting Party shall enjoy the constant protection and security in the territory of the other Contracting Party.
4. Without prejudice to its laws and regulations, neither Contracting Party shall take any unreasonable or discriminatory measures against the management, maintenance, use, enjoyment and disposal of the investments by the investors of the other Contracting Party.

Article 3

National treatment and most favoured nation

1. Each Contracting Party shall accord to investments and activities associated with such investments by the investors of the other Contracting Party treatment not less favourable than that accorded to the investments and associated activities by its own investors.
2. Neither Contracting Party shall subject investments and activities associated with such investments by the investors of the other Contracting Party to treatment less favourable than that accorded to the investments and associated activities by the investors of any third State.
3. The provisions of Paragraphs 2 of this Article shall not be construed so as to oblige one Contracting Party to extend to the investors of the other Contracting Party the benefit of any treatment, preference or privilege by virtue of :
 - a) any customs union, free trade zone, economic union, common market or any other form of regional economic organisation and any international agreement resulting in such unions ;

- b) any international agreement or arrangement relating wholly or mainly to taxation ;
- c) any arrangements for facilitating small scale frontier trade in border areas.

Article 4

Deprivation and limitation of ownership

1. Each Contracting Party undertakes not to adopt any measure of expropriation or nationalisation or any other measure having the effect of directly or indirectly dispossessing the investors of the other Contracting Party of their investments in its territory.
2. If reasons of public purpose, security or national interest require a derogation from the provisions of paragraph 1, the following conditions shall be complied with :
 - a) the measures shall be taken under domestic legal procedures ;
 - b) the measures shall not be discriminatory ;
 - c) the measures shall be accompanied by provisions for the payment of compensation.
3. Such compensation shall amount to the actual value of the investments on the day before the measures were taken or became public.

Such compensation shall be paid in any convertible currency. It shall be paid without undue delay and shall be freely transferable. It shall bear interest at the normal commercial rate from the date of the determination of its amount until the date of its payment.

4. Investors of one Contracting Party whose investments suffer losses owing to war or other armed conflict, revolution, a state of national emergency or revolt in the territory of the other Contracting Party shall be granted by the latter Contracting Party a treatment, as regards restitution, indemnification, compensation or other settlement, at least equal to that which the latter Contracting Party grants to the investors of the most favoured nation.

Article 5

Transfers

1. Each Contracting Party shall grant to investors of the other Contracting Party the free transfer of all payments relating to an investment, including more particularly :
 - a) amounts necessary for establishing, maintaining or expanding the investment ;
 - b) amounts necessary for payments under a contract, including amounts necessary for repayment of loans, royalties and other payments resulting from licences, franchises, concessions and other similar rights ;
 - c) returns from investments ;
 - d) proceeds from the total or partial liquidation of investments ;

- e) earnings of nationals of the other Contracting Party who work in connection with an investment in its territory ;
 - f) compensation paid pursuant to Article 4.
2. The transfer mentioned above shall be made in a freely convertible currency and at the prevailing market rate of exchange applicable within the territory of the Contracting Party accepting the investments and on the date of transfer.

Article 6

Subrogation

If one Contracting Party or its designated agency makes a payment to its investors under a guarantee or a contract of insurance against non-commercial risks it has accorded in respect of an investment made in the territory of the other Contracting Party, the latter Contracting Party shall recognize :

- a) the assignment, whether under the law or pursuant to a legal transaction in the former Contracting Party, of any rights or claims by the investor to the former Contracting Party or to its designated agency, as well as,
- b) that the former Contracting Party or its designated agency is entitled by virtue of subrogation to exercise the rights and enforce the claims of that investor and assume the obligations related to the same extent as the investor.

Article 7

Other obligations

1. If an issue relating to investments is covered both by this Agreement and by the national legislation of one Contracting Party or by international conventions, existing or to be subscribed to by the Contracting Parties in the future, the investors of the other Contracting Party shall be entitled to avail themselves of the provisions that are the most favourable to them.
2. Each Contracting Party undertakes to ensure at all times that the commitments it has entered into vis-à-vis investors of the other Contracting Party shall be observed.

Article 8

Settlement of investment disputes

1. When a legal dispute arises between an investor of one Contracting Party and the other Contracting Party, either party to the dispute shall notify the other party to the dispute in writing.

As far as possible, the parties to the dispute shall endeavour to settle the dispute through consultations, if necessary by seeking expert advice from a third party, or by conciliation between the Contracting Parties through diplomatic channels.

2. If the dispute cannot be settled through consultations within six months from the date it has been notified by the party to the dispute, each Contracting Party consents to the submission of the dispute, at the investor's choice :
 - a) to the competent court of the Contracting Party that is a party to the dispute ;
 - b) to the International Center for Settlement of Investment Disputes (ICSID) under the Convention on the Settlement of Disputes between States and Nationals of Other States, done at Washington on March 18, 1965.

Once the investor has submitted the dispute to the competent court of the Contracting Party concerned or to the ICSID, the choice of one of the two procedures shall be final.

3. The arbitral awards shall be final and binding on the parties to the dispute. Each Contracting Party undertakes to execute the awards in accordance with its national legislation.

Article 9

Disputes between the Contracting Parties relating to the interpretation or application of this Agreement

1. Any dispute relating to the interpretation or application of this Agreement shall be settled as far as possible through diplomatic channels.
2. In the absence of a settlement through diplomatic channels, the dispute shall be submitted to a joint commission consisting of representatives of the Contracting Parties ; this commission shall convene without undue delay at the request of either Contracting Party.
3. If the joint commission cannot settle the dispute within six months, the latter shall be submitted, at the request of either Contracting Party, to an arbitration tribunal set up as follows for each individual case :
 - a) Such tribunal comprises of three arbitrators. Within two months of the receipt of the written notice requesting arbitration, each Contracting Party shall appoint one arbitrator. Those two arbitrators shall, within further two months, together select a national of a third State having diplomatic relations with both Contracting Parties as Chairman of the arbitral tribunal.
 - b) If the arbitral tribunal has not been constituted within four months from the receipt of the written notice requesting arbitration, either Contracting Party may, in the absence of any other agreement, invite the President of the International Court of Justice to make any necessary appointments. If the President is a national of either Contracting Party or is otherwise prevented from discharging the said functions, the Member of the International Court of Justice next in seniority who is not a national of either Contracting Party or is not otherwise prevented from discharging the said functions shall be invited to make such necessary appointments.
 - c) The arbitral tribunal shall determine its own procedure. The arbitral tribunal shall reach its award in accordance with the provisions of this Agreement and the principles of international law recognized by both Contracting Parties.

- d) The arbitral tribunal shall reach its award by a majority of votes. Such award shall be final and binding upon both Contracting Parties. The arbitral tribunal shall, upon the request of either Contracting Party, explain the reasons of its award.
4. Each Contracting Party shall bear the costs of its appointed arbitrator and of its representation in arbitral proceedings. The relevant costs of the Chairman and tribunal shall be borne in equal parts by the Contracting Parties.

Article 10

Transition

1. This Agreement substitutes and replaces the Agreement between the Government of the People's Republic of China and the Belgium-Luxembourg Economic Union on the Reciprocal Promotion and Protection of Investments, signed on 4th June, 1984 in Brussels.
2. The present Agreement shall apply to all investments made by investors of either Contracting Party in the territory of the other Contracting Party, whether made before or after the entry into force of this Agreement, but shall not apply to any dispute or any claim concerning an investment which was already under judicial or arbitral process before its entry into force. Such disputes and claims shall continue to be settled according to the provisions of the Agreement of 1984 mentioned in paragraph 1 of this Article.

Article 11

Entry into force and duration

1. This Agreement shall enter into force on the first day of the following month after the date on which both Contracting Parties have notified each other in writing that their respective internal legal procedures necessary therefore have been fulfilled and remain in force for a period of ten years.
2. This Agreement shall continue to be in force unless either Contracting Party has given a written notice to the other Contracting Party to terminate this Agreement one year before the expiration of the initial ten year period or at any time thereafter.
3. With respect to investments made prior to the date of termination of this Agreement, the provisions of Article 1 to 9 shall continue to be effective for a further period of ten years from such date of termination.

4. This Agreement may be amended by written agreement between the Contracting Parties. Any amendment shall enter into force under the same procedures required for entry into force of the present Agreement.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned representatives, duly authorised thereto by their respective Governments, have signed this Agreement.

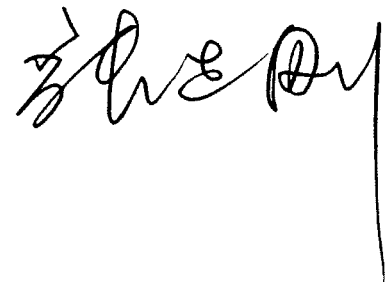
DONE at *Beijing*, on *6* June 2005, in two original copies, each in the French, Dutch, Chinese and English languages, all texts being equally authentic. The text in the English language shall prevail in case of difference of interpretation.

**FOR THE BELGIUM-LUXEMBOURG
ECONOMIC UNION :**

**The Government of the Kingdom of Belgium,
acting both in its own name and in the name of
the Government of the Grand-Duchy
of Luxembourg,
the Walloon Government,
the Flemish Government,
and the Government of the Region
of Brussels-Capital :**



**FOR THE GOVERNMENT
OF THE PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA :**



PROTOCOL
TO THE AGREEMENT
BETWEEN
THE BELGIUM-LUXEMBOURG ECONOMIC UNION
AND
THE GOVERNMENT OF THE PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA
ON
THE RECIPROCAL PROMOTION AND PROTECTION OF INVESTMENTS

On the signing of the Agreement between the Belgium-Luxembourg Economic Union and the Government of the People's Republic of China on the Reciprocal Promotion and Protection of Investments, the undersigned representatives have agreed on the following provisions which constitute an integral part of the Agreement :

Ad Article 1

The term "investments" mentioned in paragraph 2 of Article 1 includes investments of legal persons of a third State which are owned or controlled by investors of one Contracting Party and which have been made in the territory of the other Contracting Party in accordance with the laws and regulations of the latter. The relevant provisions of this Agreement shall apply to such investments only when such third State has no right or abandons the right to claim compensation after the investments have been expropriated by the other Contracting Party.

Ad Article 3

With regard to the People's Republic of China, paragraph 1 of Article 3 does not apply to :

- (a) any existing non-conforming measures maintained within its territory ;
- (b) the continuation of any such non-conforming measure ;
- (c) any amendment to any such non-conforming measure to the extent that the amendment does not increase the non-conformity of these measures.

The People's Republic of China will take all appropriate steps in order to progressively remove the non-conforming measures.

Ad Article 5

1. With regard to the People's Republic of China, the transfer referred to in Article 5 of this Agreement shall comply with relevant formalities stipulated by the present Chinese laws and regulations relating to exchange control.

2. In this respect the People's Republic of China shall accord to the investors of the Belgium-Luxembourg Economic Union treatment not less favourable than that accorded to the investors of any third State.
3. These formalities shall not be used as a way of avoiding the Contracting Party's commitments or obligations under this Agreement.
4. The provisions of Article 5 of this Agreement shall not affect the rights and obligations with respect to exchange restrictions that either Contracting Party has or may have as a member to the International Monetary Fund.

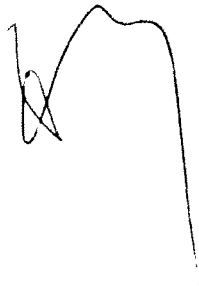
Ad Article 8

It's mutually understood that the People's Republic of China requires that the investor concerned exhausts the domestic administrative review procedure specified by the laws and regulations of the People's Republic of China, before submission of the dispute to international arbitration under Article 8, paragraph 2. The People's Republic of China declares that such a procedure will take a maximum period of three months.

DONE at Beijing, on June 2005, in two original copies, each in the French, Dutch, Chinese and English languages, all texts being equally authentic. The text in the English language shall prevail in case of difference of interpretation.

**FOR THE BELGIUM-LUXEMBOURG
ECONOMIC UNION :**

**The Government of the Kingdom of Belgium,
acting both in its own name and in the name of
the Government of the Grand-Duchy
of Luxembourg,
the Walloon Government,
the Flemish Government,
and the Government of the Region
of Brussels-Capital :**



**FOR THE GOVERNMENT
OF THE PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA :**

